

## **Mémoire au Comité permanent des finances**

### **Inégalité des revenus**

**À l'attention de : Christine Lafrance, greffière du Comité permanent des finances**

**De : Patricia Rogerson, B.S.Soc. (avec distinction)**

L'égalité entraîne de nombreux avantages pour le gouvernement et les citoyens d'un pays, notamment les suivants :

1. Mobilité ascendante accessible à tous, sans égard au revenu, à la formation scolaire et au milieu familial.
2. Diminution du taux de pauvreté et de crimes violents.
3. Gouvernance stable et faible désobéissance civile.

Quels sont les éléments qui influencent l'égalité des revenus au Canada et en Ontario?

1. De plus en plus, les familles à faible revenu vivent dans des quartiers où les taux de réussite scolaire sont très faibles, ce qui donne lieu à un accès limité aux études postsecondaires de même qu'à une mobilité et à une égalité économiques réduites, et à une participation restreinte à la croissance et au développement communautaires.
2. Les coûts associés à l'éducation postsecondaire ont augmenté, notamment le coût des livres, les droits de scolarité et les frais de résidence. Pendant l'année scolaire, les étudiants travaillent donc désormais à temps partiel pour payer les frais non couverts par les prêts et bourses. À la fin de leurs quatre années d'études, ils auront reçu 68 000 \$ en prêts. Les emplois de débutants qu'ils doivent accepter n'offrent pas des niveaux de revenus suffisants pour rembourser cette dette.
3. Les femmes et les personnes de couleur doivent accepter un salaire inférieur (les femmes reçoivent 71 % du salaire des hommes pour un emploi similaire). Il s'agit d'un obstacle structurel qui nuit à l'égalité, et il est bien documenté. Les programmes d'équité salariale imposés par le gouvernement permettraient d'améliorer le système.
4. Depuis les années 1980, le revenu familial ne suit pas l'augmentation des heures de travail. En 1980, les familles biparentales travaillaient moins de 50 heures par semaine; aujourd'hui, elles en travaillent plus de 80, et l'augmentation réelle du salaire est inférieure à 25 %. La situation donne lieu à une augmentation du stress au sein des familles. De plus, notre système perçoit trop d'impôt sur le revenu des particuliers qui

gagnent moins de 30 000 \$ par année et des familles qui en gagnent moins de 60 000 \$. Cette population assume donc une part excessive du fardeau fiscal.

5. Les particuliers qui gagnent plus de 13 000 \$ par année paient de l'impôt. Or, le seuil de pauvreté étant d'environ 20 000 \$ par année pour un particulier, ceux-ci ne devraient pas en payer. En Ontario, un seul membre du couple peut voir son fardeau fiscal réduit. Dans nombre d'autres provinces, il n'y a pas de réduction minimale des impôts. La majorité de la population vit dans la région du Golden Horseshoe, et se concentre dans nos 11 plus grandes villes, où les frais de logement et de services sont beaucoup plus élevés. Le seuil de la pauvreté devrait être plus élevé dans ces grands centres et dans les collectivités des très petits centres isolés.
6. En Ontario, on impose également les personnes de manière démesurée pour la « prime » de santé, qui constitue une taxe selon l'Agence du revenu du Canada. Pour les personnes qui gagnent 25 000 \$ par année, le taux d'imposition est de 1,2 %, tandis que celui des personnes qui gagnent 200 000 \$ est de 0,004 %.

#### Le piège de l'aide sociale

- L'aide sociale est une solution de dernier recours, que l'on demande lorsque toutes les autres ressources ont été épuisées. Ce système rend les gens trop pauvres pour s'en sortir. Il faut donc autoriser le maintien de certaines ressources qui favorisent l'intégration au marché du travail et offrir celles qui sont nécessaires pour rester en bonne santé et pouvoir travailler. L'aide sociale n'est pas suffisante. Il faudrait mettre en place un système uniforme qui assurerait un revenu de base pour tous. À cet égard, la Prestation fiscale pour le revenu de travail est un excellent outil d'intégration au marché du travail. Il faudrait donc accroître son utilisation.
- Il faut nous doter de ressources et de programmes adéquats pour gérer la toxicomanie, dont sont victimes 10 % de la population, et trouver des moyens de régler ce problème. Selon nos derniers travaux de recherche, la dépression serait un terrain propice à la toxicomanie. Il faut établir un plan systémique pour éduquer les gens et élaborer des programmes visant à réduire le stress et la dépression.
- Les mesures de soutien relatives à l'assurance-emploi sont trop peu nombreuses et sont souvent prises trop tard. Les personnes déplacées à la suite de changements du marché du travail ont besoin d'un plan de recyclage professionnel immédiat, qui leur fournira les outils nécessaires à la réussite, notamment un financement suffisant, des outils d'évaluation de qualité, des renseignements pertinents de même qu'un soutien du revenu adéquat et à long terme (pendant que dure la formation).

- Les aliments sains coûtent deux fois plus cher que la malbouffe transformée. Il importe d'en faciliter l'accès. De plus, nous devrions tous avoir accès gratuitement aux services d'un diététiste pour nous aider à élaborer un plan d'alimentation qui correspond à nos goûts et à notre style de vie. Il faudrait resserrer les exigences de l'industrie alimentaire canadienne relatives à la quantité de sel, de sucre et de colorant utilisée. L'étiquetage nutritionnel devrait montrer la quantité d'un produit ajouté à chaque portion. Nos systèmes d'éducation devraient offrir des cours d'économie domestique pour enseigner la nutrition, la cuisine et l'établissement d'un budget, en vue de favoriser un développement sain et une main-d'œuvre en santé.
- Les logements sociaux accessibles dans tous les quartiers sont nécessaires pour aider les gens à se sortir du piège de l'aide sociale. Les Canadiens perçoivent l'accession à la propriété comme un ingrédient essentiel à une vie prospère et réussie; les logements sociaux n'y changent rien. Toutefois, le logement sécuritaire et accessible du point de vue économique est une composante essentielle de l'intégration réussie au monde du travail. Au cours des 40 dernières années, notre population a triplé sans que le système de logement social n'ait été renforcé. Il faut construire plus de logements.

Je vous remercie l'intérêt que vous portez à la question.